

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / p.2 : International : Brésil, Etats-Unis, Belgique / p.3 à 6 : Place au débat : Transition énergétique et mondialisation – Avez-vous remarqué sur les loyers / p. 7 : Actualité sociale SNCF et RATP p.8 : Coup de gueule : Energie : ce n'est pas aux salariés de payer la note ! – Humeur : fermeture d'Euroserum

EDITO

Nous sortons donc d'une période de « 49-3 » pour le budget national comme pour celui de la sécurité sociale. Macron a fait passer ses budgets solidement ancrés à droite sans aucun débat. A vrai dire les débats n'auraient pas changé grand-chose : la droite libérale est majoritaire à l'Assemblée nationale. Les LREM ont juste démontré une fois de plus qu'ils n'entendaient pas manifester la moindre attention démocratique à l'opposition. Et cela aura aussi été l'occasion de voir qu'il ne faut pas jouer avec le feu : le RN s'est bien découvert par la sortie raciste d'un de ses députés, au point où Marine Le Pen qui a beaucoup fait pour donner une image respectable de son parti, doit en être malade !

Cette période a aussi été l'occasion de voir réapparaître l'idée de « dissolution ». Ne nous y trompons pas. Seul le RN y gagnerait. Cette menace macroniste ne sert qu'à maintenir les députés issus de la droite classique (LR) dans l'alliance objective avec le gouvernement. Pas de problème de conscience entre LR et LREM ; comme je l'ai déjà développé dans des éditos précédents : ils forment ensemble une majorité d'idées. Ils ont voté ensemble contre l'ISF contre l'augmentation du SMIC, ils voteront ensemble sur la hausse de l'âge de départ à la retraite, sur le projet de loi sur l'immigration... et le budget 2023 leur va à tous ! Bien sûr, cette situation peut ne pas tenir indéfiniment car au-delà des convergences d'idées, il y a les intérêts personnels de boutique. Pour le moment les

uns comme les autres -mais les partis de gauche dans leur diversité également- ont tout à perdre d'un retour devant les électeurs, alors cette majorité libérale gouverne ensemble sans l'afficher.

Que dire donc de ce budget adopté par le 49-3 ? Qu'il est bien conforme à ce qu'on en attendait.

Malgré les déficits et les inégalités, malgré les trains supprimés faute de personnels, malgré les délais de plusieurs mois pour une consultation hospitalière, malgré la justice au (très) long cours, malgré les classes fermées et les enseignants embauchés en 30mn et formés en 2h,... le dogme du moins d'impôts à l'aveugle fait toujours son chemin. On sait combien cette idéologie est inégalitaire : Lors de son premier quinquennat, Macron a amputé de 24,4 milliards d'euros par an les impôts sur les ménages, et ceci a d'abord profité aux plus aisés : selon les données de l'Institut des politiques publiques environ 40 % du pactole a bénéficié aux 20 % de Français les plus riches et seulement 20 % aux 50 % les plus pauvres. Sans compter les dégâts occasionnés aux politiques, au secteur et aux services publics, tous instruments de réduction des inégalités... Et les plus gros rabais ce sera, bien sûr, pour le patronat. Depuis 2017, le gouvernement leur a déjà octroyé environ 25 milliards d'euros de ristournes par an aux entreprises, notamment en baissant l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et les « impôts de production » (qui ne ciblent pas les profits).

Pour terminer : en octobre, j'avais évoqué **les ministres et amis de la macronie**, adeptes des leçons de sobriété à donner aux Français qui étaient **mêlés à des affaires fiscal-judiciaires** (Dupont-Moretti, Kohler, Darmanin, Bayrou, Lecornu...). La série n'est manifestement pas terminée. La ministre chargée de la transition écologique, Mme Panier-Runacher fait fort : elle est soupçonnée de conflit d'intérêt avec un gros groupe pétrolier, ses enfants,

mineurs, détiennent des fonds dans des paradis fiscaux, elle est domiciliée dans une maison appartenant à la famille Dassault et... elle a « oublié » de signaler tout ça à la Haute Autorité de Transparence de la Vie publique !

La droite d'antan était un adversaire. Les libéraux d'aujourd'hui sont des adversaires méprisables.

Marinette BACHE

INTERNATIONAL

Brésil : La victoire aura été difficile. Lula da Silva a donc réussi à battre le sortant d'extrême droite Jair Bolsonaro. Ca s'est joué à moins de 1 % (50,9 % pour Lula). Ce résultat est un soulagement pour cette majorité de Brésiliens attachée au progrès social et à la démocratie, mais également pour les autres peuples

Mais la victoire est très fragile. La coalition de soutien à Lula est minoritaire à la chambre des députés et dans les régions, dans un contexte économique et social radicalement différent de ses 2 précédents mandats de 2003 à 2011, où la croissance économique facilitait la lutte contre la pauvreté avec des résultats importants que Bolsonaro a anéanti. Aujourd'hui l'Amérique latine souffre d'une panne économique liée au contexte post-pandémie, à la crise économique et aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Cependant de nombreux pays ont basculé à gauche (Mexique, Bolivie, Pérou, Chili, Colombie...). C'est un atout pour construire des politiques d'investissement, d'échanges et de solidarité gagnants-gagnants, pour répondre aux besoins immenses des populations. Le défi est de taille car il va falloir résister à des oppositions de droite ou d'extrême droite radicalisées et revanchardes, boostées par des décennies d'ultralibéralisme dont les dégâts sont immenses, particulièrement en Amérique du sud.

Etats-Unis : Le secrétaire au travail de Biden a directement lâché les syndicats en pleine négociation

Les différents syndicats du rail américain se sont mis d'accord sur une revendication commune : avoir la possibilité de prendre une journée de congés NON PAYÉE en cas d'urgence familiale ou médicale, sans risquer d'être sanctionnés ou renvoyés pour ça. Une revendication des plus minimales, donc, mais le patronat du secteur est inflexible et refuse en bloc. Du coup, les syndicats ont menacé, si les négociations n'aboutissent pas d'ici décembre, de lancer une grève. Un sondage auprès des salariés du rail indique que 80% des non-syndiqués soutiennent la revendication et seraient prêts à faire grève.

Mais le secrétaire au travail de Joe Biden, explique en interview à CNN qu'il "espère que les syndicats seront raisonnables" et "ne lanceront pas de grève"... car dans ce cas-là, l'administration "interviendrait" pour "demander au Congrès de légiférer" afin de rendre illégale une telle grève.

Le prétexte avancé étant évidemment la situation économique, absolument tout le monde étant au courant que des raisons logistiques expliquent une bonne partie de l'inflation outre-Atlantique.

Sauf que d'habitude, ces raisons ne sont jamais évoquées ouvertement, l'administration préférant, comme les grands patrons, attribuer l'inflation à des salaires trop hauts. Mais là, pour une fois que dire la vérité sur le sujet permet de s'attaquer à des travailleurs en lutte, c'est l'occasion rêvée pour l'évoquer.

Voilà la concrétisation des avances faites par Biden aux syndicats lors de sa campagne surtout destinées à obtenir le soutien de la base démocrate. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient...

Belgique : La mobilisation des salariés, dans le cadre de la grève générale du mercredi 9 novembre 2022, visant à réclamer notamment des mesures concrètes pour renforcer leur pouvoir d'achat, **est tout à fait réussie** concernant l'ensemble de la Wallonie et de Bruxelles, selon le président de la FGTB Thierry Bodson.

Les salaires des salariés sont toujours bloqués, malgré deux années de négociations, après une audition à la Chambre à la suite de la pétition citoyenne lancée par la FGTB et malgré de nombreuses actions de revendications menées en front commun. Il y a eu une manifestation en juin, soit 100.000 personnes à Bruxelles, mais cela n'a pas été suivi d'effet. Ni les patrons ni le gouvernement n'ont voulu entendre le signal de la rue.

PLACE AU DEBAT

TRANSITION ENERGETIQUE ET MONDIALISATION

Par Jean Claude CHAILLEY

« La matière est énergie. Dans l'univers tout est énergie, tout est vibration, de l'infiniment petit à l'infiniment grand ». A Einstein

L'énergie est infinie. Le problème est de la domestiquer. En frottant 2 morceaux de bois ou de silex dans la préhistoire, par de multiples moyens actuellement, d'autres à l'avenir.

L'urgence de la transition énergétique

Il n'y a pas de risque de manque à l'horizon de décennies. L'urgence tient aux effets secondaires: gaz à effets de serre, pollution, destruction de l'environnement,...

QUELQUES DONNEES :

Les ressources énergétiques mondiales

Les réserves **prouvées** d'énergie **fossile** assureraient 83 ans de production **au rythme actuel**: 56 ans pour le pétrole, 54 ans pour le gaz naturel, 139 ans pour le charbon, 90 à 130 ans pour l'uranium, des siècles avec la surgénération. S'y ajoutent les réserves pas encore découvertes qui peuvent être importantes ou non (la fin du pétrole était annoncée avant l'an 2000).

Avant même toute « sobriété » il y a gaspillage volontaire d'énergie lorsqu'il est plus rentable. Exemple les torchères : 130 – 150 Md de mètres cubes gaspillés (1/3 de la consommation de l'UE), produisant près de 300 millions de tonnes de CO2. On commence seulement à s'en préoccuper

Ou la sous récupération de chaleur fatale (chaleur émise qu'on pourrait récupérer)

Production	EJ (1)	%			
Charbon	162,4	26,8			
Gaz naturel	140,8	23,2	Sur la décennie 2009 - 2019		
Nucléaire	30,5	5,0	Le taux d'accroissement de la production a baissé mais reste de près de 2%/an		
Hydro	15,2	2,5			
éolien - solaire	13,4	2,2			
Biofuel-déchets	56,8	9,4	1999	409,2	100
pétrole	187,4	30,9	2009	508,3	124,2
Total	606,5	100	2019	606,5	119,3
Source IEA (Agence internationale énergie)			Evolution 1999 - 2019		

(1) Exa-joules : 1 milliard de milliard de joules

Les sources produisant des GES (charbon, gaz, pétrole) représentent plus de 80 % de la production d'énergie mondiale. 86 % avec le nucléaire.

Depuis 1990 comme 1999, l'augmentation des ENR (énergies renouvelables) limite mais n'empêche pas l'augmentation des sources générant des GES

On est donc face à un énorme enjeu mondial. D'autant que des intérêts immenses sont en jeu. Les « y'a qu'à » du café du commerce ne suffisent pas. C'est la mondialisation qui est au centre des problématiques.

Le marché mondial du pétrole et du gaz (avant la guerre en Ukraine)

• Classement des pays producteurs.

Pétrole : USA (17 %), Russie (12,4 %), Arabie (12,3 %), Canada (6,2%), Irak (4,9 %), Chine (4,7 %), Emirats (4,2 %), Brésil (3,7 %), Koweït (3,2 %), Iran (3,1%)

Gaz : USA (23,6 %), Russie (18 %), Iran (, 5,9 %), Chine 4,8 %, Canada 4,6 %, ...

- **Classement pays exportateurs.**

Pétrole : Arabie, Russie, Irak, Canada, Emirats, Koweït, Nigéria, ...

Gaz : Russie, Qatar, Australie, Turkménistan, Canada, Algérie, Nigeria,...

- **Classement pays importateurs.**

Pétrole : Chine, Inde, USA, Japon, Corée, Espagne, Italie ...

Gaz : Chine, Japon, Allemagne, Italie, Mexique, Corée, Turquie, France, Royaume uni, Inde...

Avec les ENR (énergies renouvelables) la lutte pour les matières premières s'intensifie

Il n'existe que très peu d'énergies 100 % « propres ». Les ENR nécessitent d'énormes quantités de métaux, nickel, cobalt, aluminium, cuivre, silicium, zinc,...et de terres dites rares (néodyme, dysprosium, praséodyme,...). La Chine étant devenue un « rival systémique », un « adversaire stratégique », il faut ouvrir des mines de **lithium** et autres, soit en France, en Europe, soit en Afrique dans une vision néocoloniale « sécurisant » les approvisionnements.

Répartition par gaz des émissions mondiales de GES (gaz à effets de serre) en 2019

Le principal GES est la vapeur d'eau (60%). Le CO₂ (gaz carbonique), représente près de 65 % des GES d'origine anthropique, le CH₄ (méthane) 17 %, puis le N₂O, (protoxyde d'azote)...

Répartition origine des émissions mondiales de GES en 2019

Leur durée de présence dans l'atmosphère est variable. Sur 20 ans le CH₄ est 80 fois plus puissant que le CO₂ pour provoquer le réchauffement de la planète, le NO₂ 280 fois

Origine des émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie en 2018

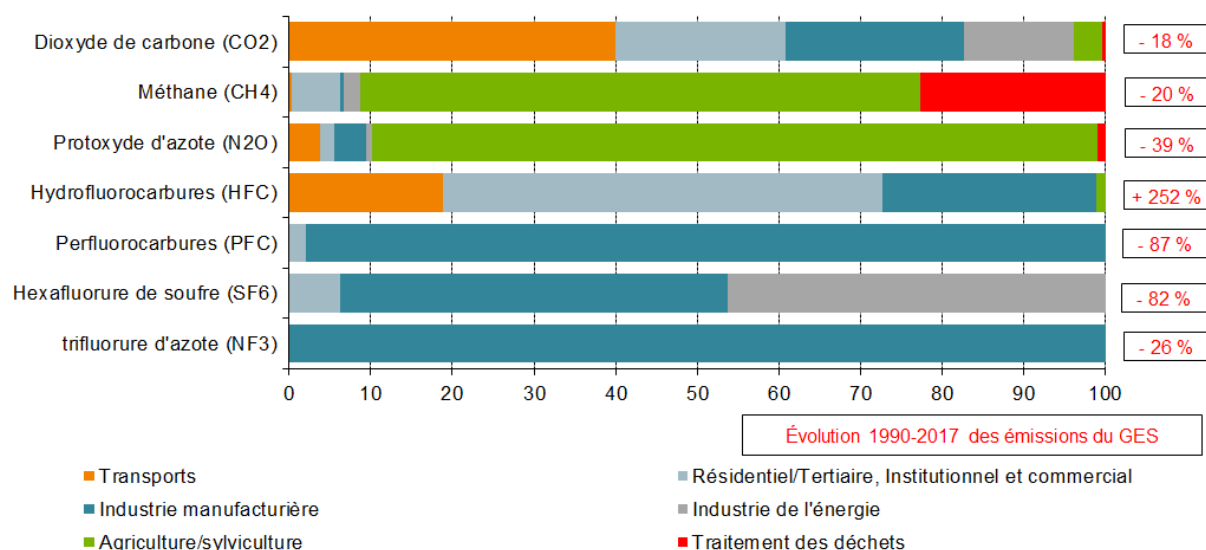
	Monde		Chine	USA	UE 27	France
Production électricité	41		50	38	33	12
Energie hors électricité	6		4	5	6	9
Industrie et construction	18		28	9	14	13
Transports	25		10	36	29	41
Résidentiel	6		4	7	11	13
Autres dont tertiaire	4		4	6	7	12

[Répartition sectorielle des émissions de CO₂ dans le monde | Chiffres clés du climat \(developpement-durable.gouv.fr\)](https://developpement-durable.gouv.fr/)

En 2018 la production d'électricité reste le 1^{er} secteur émetteur de CO₂ dans le monde avec 41 % des émissions. Le niveau très faible de la France (12%) est dû notamment au nucléaire (en 2018 avant la fermeture de Fessenheim et la mise en sécurité de 26 centrales actuellement)

La faiblesse de l'industrie et de la construction expliquent que les autres % soient très élevés.

Part des secteurs d'activités dans les émissions de GES en France en 2019



[Part des secteurs d'activités dans les émissions de gaz à effet de serre en \(...\) Graphiques - notre-environnement.gouv.fr](https://notre-environnement.gouv.fr/)

Emissions de CO₂ tonnes métriques / habitant ; Banque mondiale, 2019

Monde 4,5 / UE 6,1 / Allemagne 7,9 / France : 4,5 / Etats-Unis : 14,7 / Chine : 7,6 / Inde : 1,8

- De 3,9 en 1990 les émissions par habitant ont plafonné à 4,6 en 2013, en baisse depuis
- Depuis 1990 la population mondiale a augmenté de plus de 2 milliards d'habitants.
- Rien ne garantit que cette progression se poursuive à long terme. On n'assure même pas le renouvellement de la population dans les pays développés, hors appel à l'immigration.

La question scientifique

- ▶ Tout le monde salue l'apport de la science, de la technique, lorsqu'elles rendent les centrales photovoltaïques plus efficaces, les batteries plus performantes,...pour des coûts moindres.
Ça vaut pour tout, y compris la recherche sur la fusion nucléaire.
- Si on arrive à la maîtriser, ce qui est fort possible, mais pas certain, c'est une énergie infinie, pratiquement sans déchets et sans risque : l'énergie du soleil et des étoiles.
- Compte tenu du délai avant une éventuelle exploitation, on ne peut attendre pour prendre les mesures nécessaires contre le réchauffement climatique.
- **Pour les générations futures il faut soutenir ITER**, accord international, alors que les USA, la Chine,...pourtant parties prenantes d'ITER, accélèrent leur propre recherche, ainsi que nombre de start-up, principalement étrangères.
Si elles réussissent, détiennent les droits, ce sera une perte historique de souveraineté.
- ▶ **Le risque principal pour l'humanité, à court terme, c'est les guerres, y compris la guerre nucléaire.** Il y a un précédent, Hiroshima et Nagasaki, et des menaces de nouveau bien réelles.

La dimension géopolitique.

Pétrole, gaz, autres matières premières, ...c'est la carte des guerres qui se succèdent, guerres qui sont des désastres écologiques autant qu'humains.

Avec le risque d'extension des guerres, y compris à la Chine, tout le monde veut « sécuriser » ses approvisionnements, déstabilisant le commerce mondial, générant des famines. Pour l'instant Les USA, leur industrie d'armement, du pétrole et du gaz, sont les grands bénéficiaires. Les peuples qui subissent les guerres sont victimes. Sur le plan économique et social la France, l'Europe, aussi.

La surpuissance de la finance mondiale dans l'énergie.

On dénonce à juste titre les surprofits et dividendes de TotalEnergies (ses profits habituels, de 12 Md en moyenne, sont-ils « normaux » ?).

Total a des actionnaires surpuissants, qui gèrent des capitalisations supérieures au PIB de la France : BlackRock gère 7800 Md \$, plus de 3 fois le PIB de la France, Vanguard presque autant,...

Les actionnaires des autres grandes multinationales, ExxonMobil, Chevron, BP, Shell,...sont les mêmes que ceux de Total.

En 2018, avant l'invasion de l'Ukraine, la Fédération de Russie détenait 50,23 % du capital de Gazprom; la Bank of New York en détenait 24 %.

Ces multinationales, leurs actionnaires, ont la capacité d'influer sur la transition énergétique pour préserver et accroître leurs profits, la transformer en nouvel eldorado du « green business ».

Pas de cadeaux entre alliés de l'OTAN

Les USA nous vendent leur GNL (gaz de schiste liquéfié, antiécologique) infiniment plus cher qu'aux industriels américains renforçant leur compétitivité au détriment de l'industrie, de l'emploi, en Europe et partout. La Norvège nous vend son gaz au tarif de la spéculation mondiale

Le coût astronomique de la transition écologique

- La Cour des comptes européenne estime les besoins à plus de 1000 Md par an dans l'Union européenne d'ici 2030, ce qui correspond à 150 Md pour la France, donc un surcoût de 50 à 60 Md / an, tout en revenant aux « critères de Maastricht ».

▶ Qui finance, qui prend les risques, qui va payer ?

Green business - Qui finance ?

Dans la mondialisation libérale et européenne actuelle on ne parle **qu'emprunts** auprès du système bancaire, des marchés, **subventions d'Etat, augmentation des taxes, ...et réduction des dépenses publiques.**

Par exemple l'industrie pétro-gazière reçoit des subventions pour le captage du CO2 !

Green business: BlackRock : « les investisseurs ayant migré leurs capitaux vers des investissements durables à un taux de croissance six fois supérieur à celui des investissements traditionnels. **Les actifs mondiaux totalisent désormais 4 000 milliards de dollars...** »

Qui prend les risques ?

Par exemple personne ne sait si l'électricité l'emportera ou non sur l'hydrogène comme carburant. Il y a un risque.
Le FMI a sa solution : la garantie des Etats !

Quand ça va mal Roux de Bézieux remet en cause la loi de l'offre et de la demande.

Il demande « de **plafonner** temporairement le prix du gaz à l'échelle de l'UE **tout en maîtrisant la sécurité de l'offre et de la demande** ». **C'est la négation des fondements du capitalisme !**

Qui paie ?

« Sobriété », « signal prix », facteurs d'inégalités et d'exclusion.

Les 2 % d'ultra riches qui génèrent 50 % des GES sont hors d'atteinte du « signal prix ».

Mais pour la masse de la population, on voit les dégâts du « signal prix » dans les carburants et l'énergie. Quant aux aides aux entreprises elles sont compensées par des coupes sur les services publics et la Sécurité sociale. Double peine.

La « Sobriété » risque fort de se traduire par austérité pour la population:

La transition écologique, certes nécessaire, est source d'inflation. S'y ajoutent le remplacement de sa voiture interdite par une voiture électrique : 30 à 40 000€, la rénovation thermique : 38 000 €, le changement du mode de chauffage,...Qui en a les moyens ?

Il faut des aides massives, voire la gratuité :

Les sempiternelles « aides aux plus démunis », de loin insuffisantes, ne servent qu'à masquer la perspective d'appauvrissement historique de la masse de la population, plus démunis compris.

Exemple : les aides contre les passoires thermiques sont un **investissement rentable** en économies d'importations de pétrole, de gaz,...et aussi la santé : 10 Md pour la Sécu (ministère écologie).

Avant d'interdire il faut donc offrir des alternatives et non l'inverse.

Au lieu d'oukases souvent inapplicables on a besoin d'une véritable planification démocratique

UNE AUTRE MONDIALISATION EST NECESSAIRE

L'existence des COP, du GIEC, prouve que la solution est à l'échelle mondiale.

La transition énergétique, écologique, concerne tous les domaines de la vie économique et sociale pour les 30 – 50 prochaines années.

Avec la mondialisation libérale, à laquelle participent l'UE, nos gouvernements, les décisions des COP sont peu suivies. A l'échelle mondiale les budgets de la défense mobilisent 20 fois plus que l'aide aux pays pauvres pour la transition écologique.

Dans la mondialisation libérale, la « fin du mois » est de plus en plus difficile, sans préserver de la « fin du monde »

- ▶ **En France Il faut une République sociale, seule à même d'inscrire la transition énergétique et écologique dans un projet de société progressiste.**
- ▶ **A l'échelle mondiale il faut la paix, la coopération, une planification souple, démocratique, sociale, respectant les nations.**

C'est l'opposé de la mondialisation actuelle fondée sur les rapports de force, la toute-puissance des marchés financiers.

La transition énergétique et écologique nécessite une autre mondialisation !

Avez-vous remarqué ?

A propos des loyers une déclaration de Jean-Yves Mano, président de l'association « Consommation, logement et cadre de vie » (CLCV) :

« Nous ne comprenons pas l'abandon du gel des loyers qui a l'immense avantage de ne rien coûter à l'État et de participer à la lutte contre l'inflation, alors que le gouvernement ne s'est pas privé de geler les revenus des retraités, des fonctionnaires et même de réduire les allocations-logement, dont la revalorisation envisagée aujourd'hui est loin de concerner tous les locataires et ne compense, bien sûr, qu'une part du loyer. Cela augure mal de la loi sur le pouvoir d'achat et de son adoption par une majorité de députés. »

ACTUALITE SOCIALE

Emplois de conducteurs : quand la SNCF reconnaît implicitement ses erreurs

Par Emilie VERGNES

Vous vous en souvenez peut-être : en 2017, la SNCF avait décidé de supprimer 2000 emplois pour faire des économies. Résultat : cinq ans après, elle constate qu'il lui manque 2000 emplois pour faire rouler tous ses trains !

Conséquence : trains supprimés (près de 100 dans le Nord), retards pour les trains qui circulent, pannes de plus en plus fréquentes.

Et ce n'est pas la mise en concurrence prochaine notamment sur les TER régionaux qui risque d'arranger les choses : bien au contraire. En effet chacun sait qu'en cas de suppressions d'emplois – qui risquent de se produire si la SNCF perd des dessertes – ce sont les derniers arrivés qui sont généralement les premiers sur la charrette.

Il y a quelques années, la SNCF - autrement dit le service public ferroviaire - était parmi les entreprises les plus aimées des Français. Aujourd'hui faute d'investissements suffisants au cours des dernières décennies le mécontentement des usagers est de plus en plus perceptible. Tarifs toujours plus élevés, guichets de gares et parfois gares elles-mêmes supprimés, pannes régulières sur certaines lignes voilà le tableau.

Pourtant à l'heure où on cherche à réduire les CO2 le train constitue un bon moyen de voyager ou de transporter des marchandises. Sans remettre en cause le TGV il serait temps de revoir la politique ferroviaire et de remettre en circulation les petites dessertes utiles à l'aménagement du territoire.

Mais encore faut-il pour cela trouver des conducteurs ce qui passe par de meilleurs salaires, de vraies perspectives de carrière, une formation améliorée.

Non, Madame Péresse, les usagers de la RATP ne doivent pas trinquer !

par Olivier DREAN

On nous le rabâche à longueur de journée : la crise énergétique impacte fortement les entreprises y compris les entreprises de transports. Pour pallier aux augmentations de coûts Valérie Péresse et la majorité du Conseil Régional d'Île de France envisagent une forte augmentation de la carte de transport Navigo qui passerait à 100 euros par mois.

Alors que, faute de conducteurs en nombre suffisant, certaines lignes de bus de banlieue ne circulent plus, alors que les trains de banlieue voient leurs passages espacés, alors que les métros sont bondés parce qu'il n'y a pas assez de rames qui circulent, il serait inadmissible que les usagers payent davantage pour un service public qui se dégrade sous leurs yeux.

Bien sûr les conséquences de la crise COVID et de l'augmentation du travail à domicile se font encore sentir à la RATP alors que l'augmentation du prix des carburants impacte sérieusement le budget.

Mais la réponse ce n'est pas l'augmentation du prix du billet.

Si on veut faire face à l'augmentation du coût du transport ce n'est pas en incitant les Franciliens à prendre leur véhicule qu'on y arrivera, c'est en faisant revenir les usagers dans les bus, les trains, les métros. Pour cela, il faut rétablir une meilleure offre de transport et recruter massivement des conducteurs, ce qui passe comme à la SNCF par de meilleurs salaires, une vraie perspective de carrière et des conditions de travail améliorées.

Et il faut cesser cette mise en concurrence qui n'apportera pas d'amélioration pour les usagers mais rendra encore plus difficile leurs trajets. On devine en effet qu'ils auront parfois du mal à trouver une correspondance et à se repérer dans l'enchevêtrement des tarifs.

Enfin, difficile de se réjouir de la prochaine nomination de Jean Castex à la tête de la RATP. Il est à craindre que loin de répondre aux besoins exprimés ci-dessus l'ancien premier ministre n'accélère encore le processus de privatisation qui ronge peu à peu ce service public auquel nous sommes attachés.

COUP DE GUEULE

ÉNERGIE : CE N'EST PAS AUX SALARIÉS DE PAYER LA NOTE !

Par Charles LABATIE

La guerre en Ukraine est du pain bénit pour justifier l'ensemble des politiques de rigueur, écouler le gaz de schiste américain et spéculer à outrance : 30 méthaniers attendent au large des côtes de l'Europe que l'hiver se fasse plus rude et donc que les cours du gaz explosent.

Voici donc venu le temps des ministres en gros pull, soucieux de la planète et de la gabegie énergétique. Les restrictions proposées par le gouvernement concernent toujours les mêmes : les salariés et les précaires.

Réduire l'empreinte carbone est un impératif mais le meilleur moyen ce serait encore de réindustrialiser : si les émissions territoriales ont diminué, entre 2000 et 2018, d'environ 550 Mt CO₂ à 445 Mt CO₂, dans le même temps notre empreinte carbone passe de 700 Mt CO₂ à 749 Mt CO₂ (rapport Haut Conseil pour le climat, octobre 2020) du fait de l'augmentation des importations qu'entraîne la désindustrialisation !

Les PDG des multinationales peuvent passer leur temps en jet chauffé à 23° sans que personne ne s'en soucie. Certes ils sont peu nombreux, mais quelle est leur empreinte carbone ? Un passager de jet émet PAR TRAJET entre 342 et 851 kg de CO₂ selon le jet, pendant que vous et moi émettons environ 8 tonnes de CO₂ PAR AN ! Et ce serait à nous de faire attention, de modifier nos modes de vie alors que déjà nombre d'entre nous sont obligés de se restreindre sur tout !

Qui doit payer ? Dès qu'il s'agit de demander un effort aux nantis, de taxer les profits, c'est difficile à contrôler et à faire. Par contre pour diminuer le chauffage dans les logements collectifs, pour empêcher les salariés d'avoir des chauffages d'appoint et les contraindre à travailler avec le thermomètre bloqué à 19°C dans des locaux mal isolés, c'est facile à exiger et à contrôler ! Peu importe qu'aucun investissement massif n'ait lieu pour l'isolation du bâti (sauf des primes distribuées n'importe comment à la grande joie de patrons peu scrupuleux du BTP) ... pourvu qu'on ne les mette pas à contribution ! Taxer les plus-values ? Vous n'y pensez pas !

Non, ce n'est pas aux salariés de se restreindre, de payer directement ou indirectement via leurs cotisations ou leurs impôts, la gabegie financière des nantis, les plus-values, la spéculation financière, l'évasion fiscale, la loi NOME de privatisation, le non-investissement des gouvernements successifs dans le nucléaire ! Oui, même le non investissement, car si l'État restreint ses coûts c'est pour diminuer l'impôt des plus riches, exonérer les grandes fortunes et les capitaux des multinationales !

Exigeons que ces profiteurs paient !

Humeur

Par Emmanuel JALLAGEAS

J'entends les cris d'orfraie concernant les pratiques d'Elon Musk chez Twitter avec les licenciements express à coup de SMS outre Atlantique et qui sont évidemment condamnables, cela va de soi. Mais que penser d'une entreprise qui vous réunit en janvier 2022, vous félicite pour votre excellente productivité et vous annonce en février qu'elle ferme l'unité de production ? C'est la mésaventure arrivée aux 119 sacrifiés d'Euroserum, filiale d'une société coopérative de l'agroalimentaire. **Et c'est ici, en Saône et Loire, en 2022, dans la quasi indifférence générale...**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)